

8 mars 2007

L'exigence des femmes pour faire entendre leur voix

A 6 semaines de l'élection présidentielle, donnons la parole aux femmes. Elles expriment leurs luttes, leurs espoirs, leurs attentes.

Page 3

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 825

8 mars 2007

prix : 0,70 €

Marie-George BUFFET au Zénith de Nantes

Samedi

24

mars

15h30

Entrée gratuite

Rompons la loi du silence imposée par les médias, donnons à notre meeting l'image d'une gauche courageuse pour changer la vie !



■ EMPLOI : ARRETER LE MASSACRE

P 2 & 3

Airbus, Alcatel-Lucent, il y a d'autres solutions que de répondre aux exigences des actionnaires.

■ PROGRAMMES ELECTORAU X ET FINANCEMENT

P 4

Alors que se multiplient les annonces pré électorales, la question des moyens pour les financer est posée. Notre page spéciale.

■ LE POUVOIR D'ACHAT EN QUESTION

P 5

Le SMIC à 1 500 €, la revalorisation des retraites



et des pensions : une question d'actualité.

P 7

■ LÉGISLATIVES

Loire-Atlantique : les candidats de rassemblement soutenus par le Parti Communiste Français se présentent à vous en exclusivité dans ce numéro

www.pcf-44.com
L'info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Malhonnête chronique

Une nouvelle émission politique sur une chaîne publique, France 2, diffusée à une heure de grande écoute le dimanche à 13h20 intitulée «Un dimanche de campagne» dépasse ce que nous avons encore pas vu. Lors de ses deux premières émissions, Marie-George BUFET est tout simplement ignorée. Elle n'existe pas, elle ne fait pas partie du paysage politique. Seule citation à son égard, une «dite faute de français» sur doit on dire candidate ou candidat à l'élection présidentielle.

Une chaîne publique de télévision, ce n'est pas ça, elle doit faire vivre la démocratie. Protestez, exigez de l'honnêteté en écrivant à France 2 - 7 esplanade Henri de France 75015 Paris ou en téléphonant au 01 56 22 42 42.

Qui va payer ?

Cette question est à l'ordre du jour quand tout le monde parle de programmes électoraux. Jean Marie LE PEN a trouvé qui doit payer. Non, selon le milliardaire, ce ne doit pas être la bourse,

pas plus que les spéculateurs, et bien entendu encore moins Total et consœurs, ce sont les immigrés et les travailleurs étrangers, à qui il supprimerait aides et allocations tout en les taxant... Sans autre commentaire...



La fin des doubles emplois

SARKOZY ne devrait plus être ministre de l'intérieur le 23 mars, soit un mois avant le premier tour de la présidentielle. Bien naïf celui qui pourrait croire que son départ de la place Beauvau, pourrait diminuer la main mise de l'actuel ministre de l'intérieur sur la vie politique et médiatique de notre pays. D'ailleurs, une récente enquête d'opinion montre qu'une majorité de nos concitoyens (53 %) ont peur «du petit homme»...

Sortie des hautes herbes

Tel un troupeau affamé, tous les éléphants et éléphanteaux du PS sortent des hautes herbes à la recherche de quelques pourcentages nouveaux dans les sondages. «Tous pour elle» a même osé solennellement, Laurent Fabius lors d'un meeting de la candidate socialiste sur ses terres. Est-ce que la nouvelle et très lourde équipe de campagne sera capable de répondre aux réponses que beaucoup de gens de gauche se posent sur la politique proposée par Ségolène ROYAL... à suivre...

Quand on aime.

Fidèle parmi les fidèles, Jean-Louis DEBRE ne sera pas au chômage après le 17 juin, date du deuxième tour des législatives. C'est ainsi qu'en a décidé son icône Jacques CHIRAC qui, avant de quitter le Palais de l'Élysée vient de nommer, l'ex Président de l'Assemblée nationale, Président du Conseil constitutionnel. Entre amis, conseiller et inconditionnel, on ne se fait pas de croche pied, Monsieur, on se sauvegarde, on se protège, on se place.

Point de vue

Par Marie-Annick BENATRE



Pour Marie-George BUFET, la lutte contre toutes les discriminations et inégalités est un moteur puissant pour réunir les citoyen(ne)s. C'est un combat politique à part entière, notre réponse contre tous les racismes, les inégalités, notre réponse

l'égalité des femmes dans le sport et notamment pour la mixité aux Jeux Olympiques. Nous avons été un certain nombre à partager sa joie de voir ces jeunes filles afghanes sur le stade olympique en 2004.

Candidate de la gauche courageuse pour que ça change vraiment, elle porte avec conviction, l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle affirme que cet objectif concerne tous les domaines de la société et décline les moyens conséquents affectés à la lutte pour l'égalité entre les sexes : à travail égal, salaire égal ; égalité d'accès au pouvoir et aux responsabilités dans toute la société ; mise en place d'un ministère des Droits des Femmes doté de moyens ; droit des femmes à disposer de leur corps par la contraception et l'avortement libre et gratuit. Elle s'engage surtout à rompre avec ce libéralisme qui accentue toutes les inégalités. Les femmes, étant les premières victimes de la précarité, y ont tout à gagner.

Il nous reste 45 jours pour dévoiler les dangers considérables de 5 ans d'une droite déterminée à aller au bout de son projet de casse de notre système social ; pour éclairer sur les causes de l'échec de la gauche dans le passé et sur la façon de la faire réussir.

«Il ne s'agit pas seulement de parler, il faut que le discours se traduise en actes»

notre réponse à toutes les inégalités féministes. C'est tout le contraire de la politique libérale qui divise et met en concurrence pour mieux faire régner ceux qui profitent de cette jungle : opposer jeunes/vieux, travailleurs/chômeurs, femmes/hommes... Elle a toujours eu à cœur de faire entendre la parole de celles et de ceux qui souffrent de ces discriminations, de faire entendre la parole des femmes. Elle n'a pas seulement parlé du féminisme ; elle s'est battue et se bat pour le faire avancer et agit quand elle a des pouvoirs pour le traduire en actes. Ministre de la jeunesse et des sports, elle a agit pour

Coup de blues sur l'emploi

Si l'on écoute les dirigeants politiques de notre pays, tout semblerait baigner, le gouvernement est au zénith. A en croire les responsables patronaux, c'est encore plus optimiste : la politique menée est sur de bons rails, encore un petit effort sur la précarité et c'est gagné. Pourtant l'actualité quotidienne nous remet les pieds sur terre. Malgré le battage médiatique fait autour des fameux contrats CNE, la dernière analyse menée très officiellement, constate qu'à l'exception de la réussite sur l'aspect du caractère précaire de ces contrats, ils n'ont nullement favorisé l'emploi, au contraire même. Plus d'un contrat sur deux n'a pas été au bout. Seuls les patrons ont pu



profiter de ces salariés embauchés de façon précaire.

L'autre sujet d'inquiétude concerne les grandes industries nationales fortement implantées sur notre département que sont l'aéronautique et les télécommunications. La confirmation de 10 000 suppressions à Airbus et de 1 400 à Alcatel-Lucent dont plus de 200 pour le site d'Orvault, vont une nouvelle fois aggraver la situation de l'emploi en Loire-Atlantique.

Le danger de voir l'usine Airbus de Saint-Nazaire quitter la « maison mère » sans pour cela

garantir la pérennité des deux autres sites du département, peut avoir des conséquences terribles dans un second temps. Les répercussions sur la sous-traitance importante dans l'industrie aéronautique, peuvent également se mesurer rapidement en milliers d'emplois perdus et la fermeture de nombreuses petites et moyennes entreprises.

Nous assistons au plan national à un véritable massacre des emplois et de pans industriels entiers pour répondre à la seule exigence des actionnaires et à une rentabilité financière immédiate.

Il est urgent que ces questions soient soumises au débat de l'élection présidentielle et que les candidats puissent face à face, confronter leurs propositions, leurs approches, leurs solutions..

De vous à moi...

Notre avenir dépendrait-il des bureaux feutrés des organismes de sondages dirigés par Laurence PARI-SOT et consœurs ?

On pourrait, a priori, le croire quand, chaque matin, ce ne sont plus les horoscopes qui nous prédisent notre lendemain « joyeux » mais le dernier sondage à la mode, effectué pour un quotidien ou un hebdo qui ne cherche dans l'opération que le nombre de fois que son nom va être cité et le niveau de la vente supplémentaire que cela va lui assurer.

«Voilà la photographie de l'opinion à l'instant» nous dit-on. De quoi souvent à vous mettre, pour la journée, le moral dans les chaussettes, sauf que chaque commentateur précise après l'énoncé des chiffres du jour «que des surprises sont plus que possible», qu'«une majorité d'électeurs déclarent pouvoir changer d'avis», que «beaucoup de nos concitoyens ne se décideront qu'au moment de voter»...

Mieux encore, les instituts de sondages déclarent qu'ils «tripatouillent» les réponses données par les personnes sondées pour, s'il vous plaît, «corriger les erreurs»... Et comme si il n'y en avait pas assez, «les spécialistes en façonnage d'opinion publique» rappellent que «leurs prévisions ne sont pas une science exacte et à coup sûr source d'erreurs» comme nous l'avons vu lors les précédents scrutins.

Et pourtant, chaque matin, je me rase en chantant... au son du dernier chiffre de la France d'aujourd'hui mais, à coup sûr, pas de celle de demain.

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Marie-George BUFFET : « Je m'engage dès le début de la législature à faire débattre et adopter une loi cadre contre les violences faites aux femmes ».

En France, tous les 3 jours, une femme décède sous les coups des violences de son compagnon. Chaque année, 1 500 000 sont victimes de harcèlement sexuel dans l'espace public et 50 000 subiront un viol. Cette loi serait un formidable outil en matière de santé d'accès à la justice, d'aide psychologique, sociale ou financière. Elle permettrait de développer un volet de prévention très important et bien sûr la sanction contre des auteurs des violences.

Le féminisme est une dimension centrale de l'émancipation humaine. En tous domaines, il est temps de passer des déclarations d'intention à la mise en œuvre de mesures efficaces et contraignantes pour une société d'égalité. « A travail égal, salaire égal » Création dans chaque entreprise d'une commission avec obligation de résultat, chargée de contrôler l'égalité véritable des femmes face à l'embauche, aux salaires, à la promotion, au temps plein et à la formation continue. Egalité d'accès au pouvoir et aux responsabilités dans la société ; nouvelle loi pour réaliser véritablement la parité homme/femme en politique.

Contraception remboursée à 100 % et programme de santé publique garantissant notamment le droit à l'IVG.

Plan de lutte contre la marchandisation des corps et l'esclavage moderne : lutter contre le proxénétisme et la prostitution sans discriminer les prostituées et pénalisation du client.

Garantir les droits des femmes migrantes conformément au droit français.

8 mars : Journée de la femme, encore des droits à gagner !

Nous avons rencontré Martine RITZ, militante syndicale, politique et associative pour débattre de la journée internationale de la femme. A la veille d'une élection aussi importante que celle du renouvellement du mandat présidentiel, comment les femmes abordent-elles leur place dans la société, comment appréhendent-elles les inégalités dont elles sont victimes tant dans le travail que dans la vie ? Des questions mais aussi des réponses.



8 mars 1910 en vue de servir à la propagande du vote des femmes, obtenu en France seulement depuis 1944. Le caractère officiel de cette journée a été instauré dans notre pays, en 1982 par le gouvernement d'Union de la Gauche.

NLA : Peut-on continuer de penser que cette journée reste d'actualité ?

M.R. Le combat féministe est plus que jamais d'actualité même s'il est fortement à réactiver. Il a permis la conquête de nombreuses avancées. Cette journée reste un moment privilégié

pour le rappeler aux plus jeunes et donner tout son sens à la lutte collective. Mais, c'est surtout une occasion pour les femmes de prendre la parole et de dénoncer les inégalités, en terme d'emplois, de salaires, de parité dans la vie sociale et politique... C'est aussi le moment des bilans : les femmes sont les victimes les plus nombreuses du temps partiel obligé, de la précarité, de l'exclusion, de la pauvreté. En temps de paix comme en temps de guerre, les femmes sont opprimées et victimes de violences inacceptables : crime, viol, chômage, insécurité économique, trafic sexuel... Ces violences, engendrées et légitimées par le système présent de domination capitaliste et patriarcal, touche aujourd'hui une femme sur trois dans le monde, une sur quatre en Europe.

NLA : Quel est l'enjeu de cette journée dans le cadre des élections présidentielles ?

M.R. Les prochaines élections représentent avant tout l'enjeu d'un choix de société. Le constat précédent nécessite l'ambition de changer profondément, pour construire une société de justice sociale et d'égalité. Les revendications concernant les droits des femmes trouvent donc toute leur place dans la campagne, celle des droits fondamentaux. Comme l'affirme régulièrement la commission féminisme - droits des femmes du PCF, le féminisme est subversif. Il est un des moyens de transformer la société. Voter pour Marie-George BUFFET, c'est affirmer cette volonté. Les femmes peuvent par ce moyen être actrices des changements pour libérer la société du capitalisme et sortir des rapports sociaux d'exploitation et de domination des hommes sur les femmes. Engagés pleinement dans la campagne, et spécialement le 8 mars, tous et toutes les communistes sont des relais de cette exigence porteuse d'avenir.

Airbus Saint-Nazaire : Ils vendent «l'usine» et l'Etat est aux abonnés absents !



Le temps est à la pluie sur le site de Saint Nazaire. Au lendemain, de l'annonce de Louis Gallois, tout est bouclé. Impossible d'entrer dans la cour, les portes de «l'usine» comme tous l'appellent familièrement ici, ont été fermées et des techniciens s'affairent pour réparer le lecteur de badges dont personne ne se servait plus depuis des lustres. Il faut montrer patte blanche au gardien fraîchement recruté pour aller travailler. Les militants, un moment surpris, appellent de loin les salariés qui se rendent à la cantine et font glisser les tracts à travers les barreaux. L'information passera malgré les grilles... D'autant qu'entourés par les journalistes, les responsables départementaux du Parti et les élus font événement avec leur conférence de presse, la seule (et il y en a beaucoup en ce moment à Saint-Nazaire) organisée «sur le terrain». C'est vrai que l'attachement des communistes à l'entreprise ne date pas d'hier. Plusieurs d'entre eux

comme Marc Justy, le Maire de Saint Joachim ou Christian Saulnier, Maire adjoint à Saint-Nazaire sont des «anciens de l'aérospatiale» et ne l'ont jamais oublié. Leurs propos ont du poids. Chacun sait qu'ils savent de quoi ils parlent quand ils affirment

que Power 8 «est inutile et dangereux, car uniquement fait pour répondre aux craintes et aux désirs des actionnaires et non aux besoins vitaux de l'entreprise». Dans la région nazairienne on sait trop bien ce qu'il en coûte quand le poids des marchés financiers vient heurter de plein fouet les enjeux industriels. Il y a un peu plus d'un an, rappelle Christian Saulnier, «Alstom a vendu le dernier chantier de construction navale du pays à prix d'amis à Aker Yards» ... Résultat, «leur plan de charge et leurs effectifs ont été divisés par deux !». Roger David, Maire de Saint Malo de Guersac en Brière a longtemps travaillé à la SEMT Pielstick. Il décrit comment «le dernier diéséliste français a été transformé en atelier de montage par l'Allemand MAN», il donne l'exemple de RFS à Trignac, filiale à 100 % d'Alcatel Lucent, qui, «aux dires de la direction, fait chaque année

des profits «exceptionnels» et qui est menacée de délocalisation en Inde...». «Dans tous les cas, les Pouvoirs Publics, ont toujours été aux abonnés absents» s'indigne Marc Justy. Gilles Bontemps, Vice Président du Conseil Régional, dénonce «l'insupportable paradoxe : alors que le plan de charge d'Airbus est rempli pour les cinq ans à venir au point que la direction envisage de revenir aux 39 heures (!) et veut supprimer des milliers d'emplois» «Avant de casser les compétences, les expériences, les savoirs faire, avant de vendre les usines, on devrait s'intéresser aux portefeuilles des actionnaires !» s'exclame Michel Rica, le responsable départemental du PCF. «En 2006, les dividendes distribués ont augmenté de 45 %». «Qui

sont ces gens qui concentrent des pouvoirs énormes entre leurs mains et qui ne sont jamais responsables de rien ? Toujours coupables mais jamais responsables, les actionnaires ?». Il demande à Monsieur Gallois «de retirer Power 8 et de mettre en place un groupe travail associant la direction d'EADS, les syndicats, les élus des territoires concernés, les institutions européennes, les quatre gouvernements pour travailler à un nouveau plan». Forts de la mobilisation des salariés, les militants et les élus de la région nazairienne et de la Brière n'ont pas l'intention de rester l'arme aux pieds. «De la rue aux urnes, sans relâche nous nous battons pour que cette question fasse irruption dans les meetings, et rencontres organisées pour les élections présidentielles et législatives à venir et dans toutes les assemblées élues » assurent-ils en reprenant leur distribution de tracts.



Notre zoom : Moyens financiers

EN BREF

Quels budgets pour quelles politiques ?

Quand la France s'endette...

SARKOZY fait des chèques en blanc au patronat et aux grandes fortunes : en exonérant 95% des Français de droits de succession ; en vidant l'ISF de son contenu ; en augmentant les 23 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales des entreprises... et s'attaque aux travailleurs : en économisant sur les 23 milliards d'euros dévolus à la formation professionnelle, en supprimant un fonctionnaire sur deux, en enterrant le code du travail et en détaxant les heures supplémentaires.

Beaucoup de dégâts

Pour BAYROU, «L'impôt sur la fortune tel qu'il est conçu a fait beaucoup de dégâts. Une nation qui accepte l'exil de ses citoyens les plus riches, accepte de s'appauvrir. Je suis partisan d'une imposition sur le patrimoine à base large, sans aucune niche défiscalisée, sans exemptions, mais à taux léger». A force de démagogie, c'est toujours le libéral qui se révèle. Ce qui est sûr, c'est que le populiste BAYROU, même fardé en homme de gauche ferait «beaucoup de dégâts» dans les budgets sociaux

LE PEN toujours...

«Nous devons tendre vers la suppression progressive de cet impôt (sur le revenu NDLR) qui freine l'initiative et décourage l'activité. /.../ Dans un premier temps, sans supprimer l'ISF, nous exonérons de celui-ci, la résidence principale. /.../ Ces propositions révolutionnaires dans un Etat surfiscalisé permettront à nos compatriotes de jouir du fruit de leur travail». C'est comment déjà le nom de son parti, Front Libéral ?

«Combien ça coûte»

...relève du «slogan de programmes télévisés», ironisent deux économistes de la pourtant très libérale OFCE à propos du chiffrage des programmes des candidats. Ils jugent la perspective selon laquelle «Parce qu'il s'agit d'argent public, le moins coûteux d'entre eux serait le plus efficace» est «trompeuse» parce qu'elle revient à affirmer «qu'aucun investissement n'est rentable...» dans un manifeste pour que la «politique économique» n'en soit pas réduite à une «pure expression comptable».



Combien « coûte » le programme de chaque candidat ? Voilà comment s'engage le débat entre les candidats PS et UMP qui tentent chacun leur tour, de démontrer que leur programme n'est pas si « coûteux ». Il y a là

quelque chose de profondément dérangeant. Comme si une politique ne constituait qu'un « coût » et que la rigueur budgétaire était devenue la règle inaliénable. En réalité, ce débat masque la réelle question qui est celle de la réponse aux besoins sociaux et bien sûr, celle de son financement dans un pays où la dette publique représente près de 65% du PIB. Et pour cause, SARKOZY propose tout à la fois de diminuer les recettes par la réduction des impôts et de réduire la dette. Cela signifie clairement une politique de choc au profit des capitaux financiers, par la contraction drastique des dépenses publiques et sociales. Quant au candidat BAYROU, tout en démagogie, il se contente de répéter qu'il ne soutiendra aucun budget déficitaire. Le candidat du « ni droite

ni gauche » confirme qu'il est avant tout libéral et candidat de la rigueur. Au PS, il existe un malaise sur les questions du financement de mesures sociales pourtant largement insuffisantes. Cependant, la proposition de favoriser par la modulation de l'impôt l'investissement des entreprises va dans le bon sens mais le malaise vient du refus du PS d'engager la véritable bataille pour la redistribution des richesses par la réorientation de l'argent. En 2005, sur 567 milliards d'euros de ressources nouvelles des entreprises non financières, seuls 170 milliards sont allés à l'investissement, soit 70% de richesses qui sont allées à la finance plutôt qu'à l'emploi. Et seule Marie George BUFFET propose un programme concret permettant de

réorienter l'argent vers l'emploi, l'éducation, la protection sociale... Tout d'abord grâce à une réforme fiscale de justice sociale et par l'extension des cotisations sociales des entreprises en y incluant les actifs financiers. Enfin, il est indispensable de maîtriser une politique du crédit favorable à l'emploi et à la croissance. Cela passe par la création d'un pôle financier public et par une bataille pour réorienter le rôle de la Banque Centrale Européenne. Au delà du coût des réformes, c'est avant tout la seule manière de prétendre à une politique de gauche qui change réellement la vie. Voilà pourquoi la campagne de Marie George BUFFET est centrée sur ces questions fondamentales. Pour rassembler une gauche qui réussit !

Marie George BUFFET : Mobiliser l'argent

■ Une grande réforme de la fiscalité

- Réexamen de toutes les dérogations fiscales et soumission des revenus financiers du capital à l'impôt progressif
- Refonte du barème de l'impôt sur le revenu pour en finir avec les allègements dont bénéficient les plus riches
- Doublement de l'impôt sur la fortune
- Modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'utilisation des bénéfices
- Suppression des zones franches et des régimes dérogatoires. Taxation sur les transactions financières.
- Suppression de la TVA pour les produits de première nécessité.

■ Une redéfinition des cotisations sociales des entreprises

- Extension du montant de ces prélèvements par l'augmentation de certains taux de cotisation et création d'une assiette supplémentaire sur les profits financiers des entreprises.
- Diminution progressive de la CSG et la CRDS jusqu'à leur suppression.

■ Une réforme du secteur bancaire et financier

- Création d'un pôle financier public avec des banques et sociétés d'assurances nationalisées, au service de l'emploi, de la formation et d'une croissance réelle

Il témoigne...



Raymond LANNUZEL
Syndicaliste à la Société Générale
Adjoint au maire de Nantes

Alors que les délocalisations, les fusions acquisitions se poursuivent, les fonds d'investissement spécialisés dans le rachat des entreprises prospèrent. On recense 1700 fonds spécialisés dans l'achat et la revente de capital de société. Ils détiennent en totalité ou partie, 4852 entreprises employant 1,5 millions de salariés. En France, ce sont 8 milliards d'euros qui ont été investis en 2005 et 4,7 milliards pour le premier semestre 2006. Ils ont rapporté 430 milliards de dollars à leurs actionnaires. Est ce à dire que désormais la participation à la spéculation internationale rapporte beaucoup plus que de créer, d'innover, de produire ? Et oui ! On gagne plus à brasser des milliards dans le but d'en tirer des profits rapides qu'à produire pour répondre aux

besoins des populations. Jusqu'à quand va-t-on marcher sur la tête ? La crise du capitalisme mondialisé pousse aujourd'hui aux placements boursiers et à la financiarisation de l'économie. Il faut utiliser tous les leviers pour renverser la vapeur. L'impôt doit inciter les entreprises à produire autrement, au lieu de gâcher leurs ressources dans les opérations et placements financiers et la spéculation. Un pôle financier public pourrait permettre de proposer des crédits bonifiés pour favoriser l'emploi et la création d'entreprises. Il ne s'agit pas uniquement de taxer les profits mais bien de réorienter utilement l'argent pour répondre aux besoins sociaux grandissant au lieu de servir les appétits des marchés financiers et du profit à court terme.

Actu Flash...

Signatures et candidatures...

La question des 500 signatures d'élus nécessaires pour être candidat pose question : Sur une quarantaine de candidats déclarés, seuls ceux désignés par L'UMP, l'UDF, le PS et le PCF disposent d'élus en nombre suffisants. LE PEN et BOVÉ hurlent au déni de démocratie et même Dominique VOYNET est à la peine. En réalité, le système, mis en place pour éviter les «candidatures fantaisistes» a toujours été instrumentalisé par les partis dominants pour gêner le camp adverse comme c'est le cas de la droite signant pour l'extrême gauche pour nuire au PS et au PCF. Mais ces pratiques douteuses sont devenues dangereuses dès lors que la liste des signataires est devenue publique. Car il s'agit bien d'un choix démocratique venant d'élus libres d'exprimer leur volonté de voir s'exprimer une candidature. C'est le cas des 900 élus PCF rassemblés avec Marie George BUFFET (même si d'autres ont choisi de signer pour BOVÉ). La capacité à recueillir des signatures réside dans l'enracinement dans le pays et, au demeurant, jamais un courant représentant de nombreux électeurs n'a été privé de candidature. Et si c'était le poids de la présidentielle qu'il fallait dénoncer plutôt que de s'arc-bouter sur la question des signatures ?

Bas salaires, pauvreté, ça suffit !

La réalité des chiffres pointe avec vigueur que l'on ne peut se satisfaire de solutions faciles pour répondre à cette question n°1 des Français. Cette réalité est que la moitié des personnes habitant la France métropolitaine, dispose d'un revenu inférieur à 1315 euros par mois. 7 millions de travailleurs perçoivent un salaire inférieur à 722 euros par mois. C'est que le minimum vieillesse que touchent des centaines de milliers de femmes qui ont travaillé au SMIC ou à temps partiel, est de 610 euros par mois. La réalité, encore, c'est que le nombre de «travailleurs pauvres» qui ne peuvent se loger, a explosé ces dernières années, que les tentes et les caravanes, qui ne concernent pas que les SDF, se multiplient dans nos villes, que les jeunes soumis à la violence quotidienne de la précarité, des petits boulots, des stages non payés, des CDD à répétition deviennent, pour une part considérable d'entre eux, des pauvres parmi les pauvres,

c'est que les revenus de tous les salariés stagnent. En revanche, la croissance des dividendes versés aux actionnaires des grandes sociétés est spectaculaire. Bien que les indicateurs statistiques témoignent d'une situation stable, 90% des ménages considèrent que leur pouvoir d'achat se dégrade. Mais, aucun institut ne mesurera les jours d'angoisse et les nuits sans sommeil provoqués par des impayés de loyer dont le nombre n'a jamais été aussi grand. Quelque 1 200 000 adultes vivaient en 2006 avec le RMI (20% de plus qu'en 2002), les allocataires des minima sociaux sont 3,5 millions et 6 millions de personnes en vivent. Face à cette angoisse sociale, l'exigence d'une revalorisation sensible des salaires et des minima sociaux avec le SMIC porté à 1500 euros bruts doit être entendue. Pas «réaliste» disent en cœur PARISOT, SARKOZY et même ROYAL. 1500 euros donc ; c'est indis-

pensable. Ce n'est pas un «ordre juste» qu'attendent les salariés mais la justice sociale. MG BUFFET a décidé d'en faire le cœur de son projet. Car, il ne s'agit pas seulement de changer le partage de la richesse. Pour consolider cette augmentation des salaires, il faut aussi changer les conditions de la production en s'attaquant au financement, par le développement, avec la recherche, d'une sécurisation de l'emploi, de sa qualification, de la formation ; tourner le dos définitivement aux thèses libérales de la droite et au réalisme capitaliste du MEDEF.



LES LUTTES

Repos dominical

Une campagne nationale en faveur du repos dominical soutenue par toutes les organisations syndicales du commerce et des fédérations patronales est lancée pour rappeler au CES que cette question relève d'un choix de société.

Pas de miracle

Un Contrat Nouvelle Embauche sur deux rompu avant 1 an. Le CDD permet, entre autres avantages, de passer plus facilement à un CDI que le CNE : 14% contre 3% au bout d'un an. Quatre CNE sur 10 sont à l'enseigne du SMIC.

Pauvreté

Travailleuses pauvres, chefs de famille monoparentale, retraitées, les femmes sont de plus en plus exposées en France à la précarité selon un rapport de la délégation aux droits des femmes à l'Assemblée nationale.

Alcatel

Les salariés d'une de ses filiales, basée à Trignac craignent la délocalisation partielle de leur production en Inde.

Airbus

Le «modèle» du traitement de choc imposé aux salariés d'Airbus est déjà connu par les salariés des Chantiers navals de Saint-Nazaire. Seuls les dividendes y gagnent !

La Poste

La direction de Loire-Atlantique/Vendée a annoncé le non remplacement de 50 des 140 agents partants

Une autre politique à gauche avec Marie George BUFFET

«Un nombre toujours plus grand de ménages se trouve en situation de pauvreté absolue. 10% des Français vivent avec 845 euros par mois en moyenne !» Cette «nouvelle pauvreté» que certains font mine de découvrir-comme M. SARKOZY- est un scandale dans un pays aussi riche et développé que le nôtre. Je ferai tout pour y mettre fin.

En 10 ans, les profits sont passés du quart au tiers du PIB. Et, en contrepartie, le pouvoir d'achat populaire a baissé d'autant ! C'est inacceptable. Le capital s'enrichit au détriment des salaires. La moitié des salariés gagne moins de 1315 euros par mois. Les profits du CAC 40, eux, explosent et les revenus des grands patrons sont faramineux.



Une majorité de salariés vit désormais dans l'angoisse de connaître le pire, d'être un ou une des 100 000 SDF, d'être parmi ceux qui sont privés de la simple possibilité d'élever digne-

ment leurs enfants. Cette angoisse, c'est celle de la France des bas salaires, des petites retraites, celles qui est au SMIC ou juste au dessus, qui galère et n'en peut plus. Élu(e) de Seine Saint Denis, je suis confrontée à cette cruelle situation.

JE M'ENGAGE : à porter dès 2007, le SMIC à 1500 euros brut et d'aller rapidement à 1500 euros net. Augmenter les minima sociaux de 300 euros et à les indexer sur le SMIC. A ne laisser aucune retraite en dessous du niveau du SMIC.

Je demanderai au gouvernement mis en place de convoquer immédiatement une conférence nationale sur les salaires, l'emploi, la qualification et la formation.

Il veillera à ce que la conférence décide une réévaluation de tous les salaires à partir d'une hausse des minima hiérarchiques.

L'État employeur donnera l'exemple et revalorisera de 10% la grille indiciaire de la fonction publique pour récupérer la perte de pouvoir d'achat subie depuis 7 ans par les fonctionnaires.»

Confrontation :

L'un des plus beaux mensonges de SARKOZY est «travailler plus pour gagner plus !». En tant qu'ancien ministre de l'économie, complètement inféodé aux théories du MEDEF, il a fait de la déréglementation et des cadeaux fiscaux aux entreprises, une charge continuellement supportée par la collectivité. Ces orientations n'ont jamais amélioré le pouvoir d'achat des salariés ni leur rémunération. Quand S.ROYAL promet un SMIC à 1500 euros brut en 2012 ; le risque est de tasser la grille des salaires, réplique N.SARKOZY. Cela «donnerait le sentiment à la classe moyenne que travailler dur ne sert à rien puisqu'on ne gagne pas plus, à l'arrivée, que celui qui est (...) en bas de l'échelle». Le candidat UMP propose des allègements de charges pour «les branches qui augmenteront les salaires» et sur les heures supplémentaires. Par ailleurs, il veut instaurer un nouveau bouclier fiscal, afin de laisser «à chacun la moitié de ce qu'il gagne». C'est tout bon pour les plus imposés. Pour S.ROYAL : «il faut être réaliste». «Je ne veux promettre que ce je peux tenir». «Si nous pouvons aller plus vite, nous irons plus vite».

Que disent les autres candidats ?

«1500 euros bruts en 5 ans, ça veut dire : 5% tout de suite, c'est 50 euros tout de suite». F.BAYROU compte «revaloriser le minimum vieillesse et les petites retraites, avec un objectif de 90% du SMIC à la fin du quinquennat». «Je propose de libérer les heures supplémentaires. De permettre au salarié qui veut faire une heure supplémentaire de bénéficier d'une prime de 35%, sans que cela coûte plus cher à l'entreprise : cette prime sera défalquée des charges sociales. Avec une idée simple : quand quelqu'un a travaillé 35h, il a d'ores et déjà payé sa quote-part à la solidarité». **LE PEN constate une baisse importante du pouvoir d'achat** et propose de rendre aux Français, notamment les classes moyennes, le fruit de leur travail. Il préconise de prendre en charge par l'Etat, à hauteur de 200 euros par mois, la part salariale de cotisations sociales pour les salaires allant jusqu'à 1,4 fois le SMIC. Cette mesure produira une hausse très significative des bas salaires nets sans répercussion sur le niveau de masse salariale de l'entreprise. Il est lui aussi dans la logique «travailler plus pour gagner plus».

EN BREF

Que signifie parler de revenus et de pouvoir d'achat ?

Dans cette campagne électorale, chacun à sa guise, parle d'économie, de possibilités, d'utopie de pouvoir augmenter salaires, pensions et minima sociaux. Mais, qu'en est-il exactement ?

Le SMIC

Actuellement de 1254,28 € brut par mois, il ne correspond en réalité qu'à 1030 € net par mois pour des millions de salariés de professions entières payées au SMIC. La grande revendication du MEDEF demeure l'abandon de toute référence à un salaire minimum garanti.

Le RMI

En difficulté totale, ce sont des milliers de personnes qui touchent ce minimum, actuellement de 440,86 € pour une personne seule et 661,29 € pour un couple.

L'allocation veuve

C'est 549,07 € mensuels pour les allocataires. La pension de réversion. C'est pour les conjoints survivants 54 % de la pension de base si le revenu est inférieur à 1433 €

L'allocation handicapé

Ce sont 621,27 € par mois de revenus pour les titulaires de cette allocation.

Dans le même temps

Avec des indemnités de départ pharaoniques pour des grands patrons comme dernièrement celui d'Airbus, des profits monstrueux comme ceux de Total, des magouillages répugnants pour obtenir des nationalités permettant de se soustraire à l'impôt comme Johnny Hallyday, l'argent valse alors que des millions de personnes dans notre pays n'ont pas de quoi se loger, se nourrir, finir la fin du mois.

NON au saupoudrage

Parler du pouvoir d'achat pose de vraies questions. Proposer 5 % pour les «petites retraites» ne suffit pas. Dire «qu'il travailler plus, vous gagnerez plus» non plus. Il faut des décisions significatives pour que le pouvoir d'achat des salaires, des retraites et pensions augmentent.

Evènements, culture, idées.

Le 16 mars au Lieu Unique de Nantes, un Huma-Café sur les 50 ans des Nouvelles de Loire-Atlantique

Le vendredi 16 mars, à 18h30 au salon de musique du Lieu Unique de Nantes, la Société des amis et lecteurs de l'Humanité accueillent, dans le cadre d'un nouvel Huma-Café, co-organisé avec la Fédération départementale du PCF, une soirée-débat sur le thème «1957-2007, 50 années de publication des Nouvelles de Loire-Atlantique».

La Fédération de Loire-Atlantique du PCF a rassemblé une collection quasi complète du journal depuis 1957, époque où il a pris la suite de Ouest-Matin. En mars 1960, plaçant «Pour un véritable hebdomadaire départemental», Gilles Gravoille, Secrétaire fédéral, soulignait que «la page départementale de l'Humanité Dimanche, les Nouvelles de Loire-Atlantique, apporte à ses nombreux lecteurs, les nouvelles politiques locales». Elle «permet de leur faire connaître les évènements qui n'ont pas été traités par les journaux réactionnaires locaux, ou qui ont été relatés d'une façon tendancieuse. Elle fait connaître l'activité des élus communistes (...)». Elle «a donc une grande importance pour le développement du mouvement ouvrier dans notre région» (NLA n°598, du 14 mars 1960).

D'abord supplément départemental de l'Humanité-

Dimanche (HD), les Nouvelles de Loire-Atlantique (NLA) ont ensuite connu une publication à peu près régulière, malgré quelques interruptions pour manque de financement, le plus souvent hebdomadaire, avant de devenir finalement bimensuelle. La consulta-



tion de cette collection montre que le format du journal a beaucoup changé : d'abord calqué sur celui de l'HD, dans lequel il s'encartait, il a connu le très grand format des quotidiens régionaux, avant de passer à un plus petit format tabloïd, conservé depuis.

Cette collection est une mine inépuisable d'informations pour l'histoire du département, sur les mouvements sociaux et les échéances électorales locales ou nationales. Le journal annonce et rend aussi régulièrement compte de la venue de dirigeants nationaux (J. Duclos, W. Rochet, R.

Piquet, P. Juquin...) pour des conférences ou des meetings. Avec, par exemple la visite marquante de G. Marchais à Saint-Nazaire, le 26 janvier 1971, où il exprima la position du PCF sur l'avenir de la construction navale. Avant que M-G. Buffet ne le



fasse à son tour, en novembre 2005.

Le journal relate également les réunions des instances départementales du PCF, notamment les Conférences fédérales pour chacun des Congrès, du 15^e en 1959, au 33^e en 2006. Publiant régulièrement la liste des membres de la direction départementale et des sections, à quoi il faut ajouter également les candidatures aux élections, il trace ainsi un portrait quasi permanent du collectif militant communiste départemental.

La collection inclut également des chroniques historiques régulières ou occasionnelles (A. Gernoux, E.

Leroux), notamment en 1989, pour le bicentenaire de la Révolution Française. Cette collection traduit la volonté de mise à disposition de ses archives par la Fédération du PCF, aux chercheurs, sociologues et historiens. Par exemple, J. Mischi l'a exploitée en 1999 pour son étude : «Le PCF et la Résistance : un travail politique de mémoire».

Il évoque enfin les diverses fêtes du Parti : au Croisic d'abord, en Brière, dans l'agglomération de Nantes (Beaujoire, puis Trocardière), alors que la Fête fédérale s'installe au Parc Paysager de Saint-Nazaire. Avec non seulement la liste des dirigeants nationaux, mais aussi celle non moins impressionnante des artistes y participant. Pour l'Huma café du 16 mars prochain, une vidéo projection présentera un choix de quelques «Unes» historiques du journal. Certaines de ces pages sont d'ores et déjà consultables sur le site www.pcf-44.com. Elles feront ensuite également l'objet d'une publication sous la forme d'un CD-ROM. Son premier et modeste objectif est de donner à voir l'intérêt et la richesse du contenu de cette collection des NLA depuis 50 ans. Un débat suivra, avec la participation d'historiens, de militants et de rédacteurs du journal à diverses périodes de son histoire.

Lire

Le petit démagogue de Jean-Luc Porquet

Nicolas SARKOZY est notre nouveau démagogue. Il a un bagout d'enfer, avance à coup de scandales, attise les peurs et promet de la poigne. Restant insensible aux faits, il se prend pour le sauveur. Depuis toujours, les démagogues appliquent la même poignée de recettes pour mener les peuples par le bout du nez. Des recettes que, toujours à l'affût des dernières trouvailles en matière de communication, SARKOZY ne cesse de perfectionner. Jean-Luc PORQUET, journaliste au Canard enchaîné - auteur de La Débine, récit d'un hiver en compagnie des SDF (Flammarion, 1988) et d'une biographie intellectuelle de Jacques ELLUL, Le Cherche-Midi, 2003) - les expose et les décortique ici. Il montre comment elles ont déjà beaucoup servi, en dressant les portraits de neuf démagogues illustres. Entre autres ceux du Grec CLÉON, du tonitruant Pierre POUJADE, en passant par celui la pasionaria argentine Evita PERON, du « général Nettoyage » BOULANGER, du terrible moine florentin SAVONAROLE « fou de Dieu », et de BERLUSCONI le « télébonimenteur » italien. Et, bien sûr, de Jean-Marie LE PEN, le « grand démagogue qui se prend pour le sauveur », dont SARKOZY voudrait tant, en lui empruntant idées et postures, récupérer l'électorat. En ces temps électoraux où le Petit démagogue, sous prétexte de « parler vrai », ne cesse de manipuler l'opinion, ce bref et décapant ouvrage, qui décrypte les grands classiques de la démagogie, nous invite, pour commencer, à lui rire au nez.



J-L PORQUET, Nicolas Sarkozy et les neuf règles de base de la démagogie efficace
Ed. La Découverte, Coll. Cahiers libres, janvier 2007, 10 €.

Voir...



La Nouvelle France des Français d'Amérique

Du vendredi 9 mars au dimanche 10

juin, le Musée d'histoire de Nantes du Château des Ducs de Bretagne présente une exposition temporaire intitulée «France Nouvelle France, la naissance d'un peuple français en Amérique».

L'exposition retrace l'aventure vécue par des milliers de Français partis s'établir dans le Nouveau Monde entre le XVI^e et le XVIII^e siècles : Acadiens, Québécois, métis de l'Ouest, Cajuns de la Louisiane, francophones de l'Ontario, du Manitoba et de la Nouvelle-Angleterre.

Un parcours au cœur de ces lointaines contrées où l'on parle notre langue depuis des siècles.

Au Château des Ducs de Bretagne, dans le bâtiment du Harnachement.

Renseignements : 02 51 17 48 50.

Médias

L'industrie médiatique des sondages

Les médias, journaux ou télévisions, commandent des sondages. Les Instituts les leur fournissent. C'est d'abord du business. Celui de L. PARISOT, PDG de l'IFOP, présidente du MEDEF et proche de l'UMP. Avec un sondage, c'est la certitude pour son commanditaire d'être abondamment cité par les autres médias. Or, comme les tarifs publicitaires dépendent du nombre de citations d'un média par les autres, bingo ! C'est le jack pot assuré.

Certes, s'agissant d'enquêtes électorales, les instituts se répandent-ils en précautions hypocrites sur la non-fiabilité prédictive de leurs résultats. Vite faits en 24 heures, avec un panel de moins de 1 000 personnes, leur marge d'erreur est de 3 % en plus ou moins. Pour l'évaluation de certains votes, on extrapole gaiement l'écart observé entre intentions de vote déclarées et votes réels au précédent scrutin du même type. Ce qui conduit à multiplier par deux les % déclarés par les électeurs du FN ! Ces «redressements» sont les recettes d'une même cuisine classée «secret industriel». Mais

rien ne garantit que les comportements électoraux seront les mêmes en 2007 qu'en 2002. Les instituts savent très bien que les commanditaires ado-



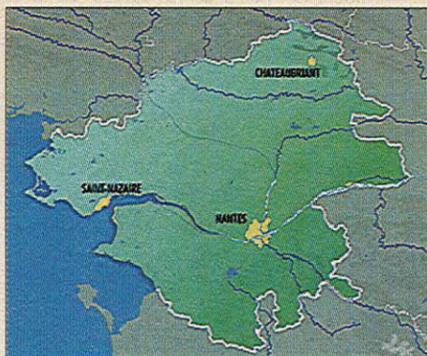
rent qu'on leur dise ce qu'ils veulent entendre.

D'où un consensus rédactionnel qui veut qu'il y ait deux «grands candidats», un «troisième homme», et tous/tes les autres, voués/es

aux «petits» scores. C'est le même oukase que pour les temps de parole, dénoncé sans conviction par le CSA. Mais ne s'agit-il pas surtout de peser sur les intentions déclarées ? C'est la question de la poule et de l'œuf. Qui vient en premier : les sondages ou les intentions de votes ? Il y a donc bien une utilisation stratégique des sondages.

On ne peut proclamer, comme Le Monde : «Vive les sondages !» Car ils visent, bien évidemment, à servir de casse-pattes aux militants de la seule candidature populaire et antilibérale qui vaille : celle de Marie-George BUF-FET.

Législatives 2007...



Nous vous présentons dans cette page, les candidat(e)s que nous proposerons dans les dix circonscriptions de notre département pour les élections législatives des 10 et 17 juin prochains. Composée à parité, notre liste comprend des hommes, des femmes, des jeunes de terrain, des militant(e)s engagé(e)s dans le mouvement social et syndical, des responsables associatifs, des antilibéraux, des féministes, des élus de proximité et d'expérience qui, du Conseil municipal au Conseil régional, prennent leurs responsabilités pour y faire entendre au quotidien, votre voix et vos aspirations. Candidats de rassemblement, ils seront porteurs de vos luttes et de votre volonté de changer la vie. Dans nos prochains numéros, nous reviendrons, pour chacune des circonscriptions, sur les principaux enjeux de ces élections.

1ère circonscription Nantes-Orvault



Titulaire : **Michel RICA**, 50 ans, Conseiller municipal de Nantes, Conseiller communautaire de Nantes Métropole, Secrétaire départemental du PCF



Suppléante : **Mireille PERNOT**, 48 ans, Employée

2ème circonscription Nantes



Titulaire : **Marie Annick BENATRE**, 52 ans, Employée



Suppléant : **Raymond LANNUZEL**, 58 ans, Syndicaliste organisme bancaire, Adjoint au maire de Nantes, Vice-président de Nantes Métropole

3ème circonscription Saint-Herblain

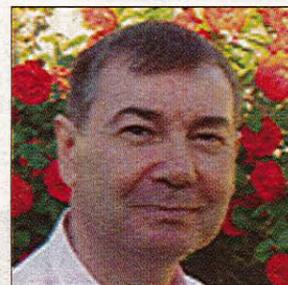


Titulaire : **Gilles BONTEMPS**, 55 ans, Vice-président de la Région, Conseiller municipal de Saint-Herblain, Conseiller communautaire de Nantes Métropole



Suppléante : **Martine RITZ**, 48 ans, Syndicaliste intermittente du spectacle

4ème circonscription Rezé



Titulaire : **Yann VINCE**, 53 ans, Adjoint au maire de Rezé, Conseiller communautaire de Nantes Métropole



Suppléante : **Laurence COMPOINT**, 45 ans, Secrétaire, Militante de gauche, ancienne Conseillère municipale de Saint-Sébastien

5ème circonscription Nantes-Ancenis



Titulaire : **Delphine BOUFFENIE**, 35 ans, Adjointe au maire de Nantes



Suppléant : **Patrice CHAPEAU**, 40 ans, Syndicaliste éducateur technique, Le Cellier

6ème circonscription Châteaubriant

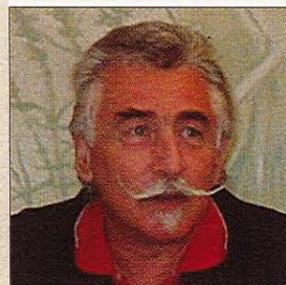


Titulaire : **Roseline PERCEVAULT**, 51 ans, Agent de collectivité, Guéméné Penfao



Suppléant : **Yves BLAIS**, 55 ans, Directeur d'école publique, Adjoint au maire de Saint-Vincent-des-Landes

7ème circonscription Guérande-La Baule



Titulaire : **Marc JUSTY**, 65 ans, Maire de Saint-Joachim, Vice-président de la Carène



Suppléant : **Patrick HAMON**, 53 ans, pré-Retraité amiante, Conseiller municipal du Croisic

8ème circonscription Saint-Nazaire



Titulaire : **Christian SAULNIER**, 61 ans, Retraité de l'aéronautique, Adjoint au maire de Saint-Nazaire, Vice-président de la Carène



Suppléante : **Sabine MAHE**, 38 ans, Secrétaire, 1ère Adjointe au maire de Trignac, Conseillère communautaire de la Carène

9ème circonscription Pays de Retz



Titulaire : **Michèle PICAUD**, 58 ans, Conseillère régionale



Suppléante : **Alexandra PONCELET**, 28 ans, Syndicaliste éducation populaire, Saint-Hilaire-de-Chaléons

10ème circonscription Vignoble



Titulaire : **Emmanuelle STIESZ**, 26 ans, Intérimaire, Vallet



Suppléant : **Michel GOUTY**, 57 ans, Professeur EPS, Conseiller municipal de Vertou

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Blain : réunion de la section le 19 mars à 20h30.

Saint-Nazaire : comité local le 8 mars à 18h.

Rezé : comité local le 13 mars à 18h30

Nantes : Assemblée générale de section le 8 mars à 18h30.

Saint-Herblain : Assemblée générale de section le 13 mars à 18h30

Dervallières à Nantes : Réunion publique avec les candidats aux législatives sur la 3^e circonscription.

Huma-café : Vendredi 16 mars à 18h30 salon de musique du lieu unique sur le thème « Quelques rendez-vous avec l'histoire de la Fédération 44 du Parti Communiste Français » dans le cadre du 50^{ème} anniversaire des Nouvelles de Loire Atlantique »

Election présidentielle : Meeting avec Marie-George BUFFET le 24 mars à 15h30 au Zénith de Nantes.

■ EMPLOI, SALAIRES, DÉLOCALISATIONS

COMMENT FAIRE ?

A l'initiative des communistes, soirée autour de l'emploi et des délocalisations, mardi 27 février, au Salon République à Saint-Nazaire, avec Yves DIMICOLI, économiste, responsable national du PCF.

Pascal, délégué CGT des Chantiers navals « **Mais comment on les rend responsables toutes ces sociétés qui font toujours plus de profits et dont les salaires ne nous permettent même pas de vivre ?** », Sophie de RFS France (filiale à 100% d'Alcatel) à Trignac « **On se croyait à l'abri. Chaque année on rapporte davantage d'argent, des résultats jugés « exceptionnels » par la direction mais il en veut toujours plus et menacent de délocaliser en Inde** », Alain, d'Airbus « **Nous devons fabriquer 2 357 avions, à Saint-Nazaire, ils veulent licencier 2357 salariés, on marche sur la tête !** », Anthony, de Pielstick « **l'an dernier ma boîte a fait 12 millions d'euros de bénéfice, pourtant j'ai des collègues qui vivent en caravane au camping de Saint André des Eaux, d'autres qui ne mangent pas à la cantine parce que cela économise 3,50 euros par jour !** », Alexandra, ancienne de chez Géorama « **l'association qui nous employait nous a vendu avec son centre de vacances, l'acquéreur n'a pas voulu nous reprendre. Après 15 mois de lutte, le tribunal a condamné notre ancien employeur qui vient de décider notre licenciement économique** ».



« **Nous sommes aux limites des souffrances et de l'insécurité sociale** » constate Yves DIMICOLI qui dénonce « **l'irresponsabilité sociale, territoriale et nationale de ces entreprises du CAC 40 qui, avec 95 Milliards d'euros de profits annoncés pour 2006, ont battu des records historiques** ». Il est plus qu'urgent « **que les pouvoirs changent de mains** » affirme le responsable communiste qui dénonce un Etat qui passe son temps à voter des lois « **qui déresponsabilisent les patrons et déprotègent les salariés** ». Il faut « **des pouvoirs nouveaux pour les comités d'entreprises, pour les élus, pour la société... des crédits bancaires sélectifs qui favorisent l'emploi et l'investissement productif** ». Il faut pouvoir dire « **Vous voulez délocaliser, vous avez le droit mais nous allons décider d'un moratoire qui nous donnera le temps d'examiner, tous ensemble, la situation et voir s'il n'y a pas d'autres solutions. Si, ensuite, vous maintenez votre décision, sachez qu'avant de partir, vous avez une dette sociale à solder envers les salariés, envers les territoires et la population, que vous devrez rembourser toutes les aides publiques dont vous avez bénéficié. Et puis, demain, nous taxerons, au retour, les biens que vous aurez produits dans les pays à bas coûts** ».

« **Nous sommes aux limites des souffrances et de l'insécurité sociale** » constate Yves DIMICOLI qui dénonce « **l'irresponsabilité sociale, territoriale et nationale de ces entreprises du CAC 40 qui, avec 95 Milliards d'euros de profits annoncés pour 2006, ont battu des records historiques** ». Il est plus qu'urgent « **que les pouvoirs changent de mains** » affirme le responsable communiste qui dénonce un Etat qui passe son temps à voter des lois « **qui déresponsabilisent les patrons et déprotègent les salariés** ». Il faut « **des pouvoirs nouveaux pour les comités d'entreprises, pour les élus, pour la société... des crédits bancaires sélectifs qui favorisent l'emploi et l'investissement productif** ». Il faut pouvoir dire « **Vous voulez délocaliser, vous avez le droit mais nous allons décider d'un moratoire qui nous donnera le temps d'examiner, tous ensemble, la situation et voir s'il n'y a pas d'autres solutions. Si, ensuite, vous maintenez votre décision, sachez qu'avant de partir, vous avez une dette sociale à solder envers les salariés, envers les territoires et la population, que vous devrez rembourser toutes les aides publiques dont vous avez bénéficié. Et puis, demain, nous taxerons, au retour, les biens que vous aurez produits dans les pays à bas coûts** ».

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



■ Des cars gratuits dans les principales localités du département

pour se rendre au meeting de

Marie-George BUFFET le 24 mars

- **Châteaubriant** (place Charles De Gaulle) : 13H45, **Blain** (place Jollan de Clerville) : 14H30.

Ancenis (Gare SNCF) : 13H45, **Le Cellier** (place de l'église) : 14H, **Thouaré** (place de l'église) : 14H15, **Ste Luce** (place du marché) : 14H30, **Trignac** (Mairie) : 14H, **Montoir** (place du marché) : 14H, **Donges** (6 croix) : 14H15, **La Chapelle des Marais** (place de l'église) : 14H, **St Joachim** (place de la commune de Paris) : 14h15, **Pontchâteau** (gare SNCF) : 14H45, **Saint-Nazaire** (parking de la base sous-marine) : 14H15, **Savenay** (rond-point du golfeur) : 14H35.

- **Clisson** (gare SNCF) : 14H, **Vallet** (place du Général De Gaulle) : 14h15, **Le Pallet** (gare SNCF) : 14H40, **Basse Goulaine** (La Herdrie) : 15H.

- **St Brévin** (place du marché côté Crédit Agricole) : 14H, **Pornic** (place de la gare) : 14H15, **La Bernerie** (place de l'église) : 14H20, **Rouans** (La Chaussée le Retz) : 14H35, **La Montagne** (route de Bouguenais, arrêt de bus du cimetière) : 15H.

Un car fera la navette avant et après le meeting entre l'arrêt de tramway François Miterrand (ligne 1) et le Zénith.



Ouvrons-la !!

Il y a 50 ans, dans un petit village vendéen, on jetait des pierres à la « sale rouge » de 20 ans qui avait le malheur de (crime s'il en est !) faire des études, porter des jupes s'arrêtant en dessous du genou, utiliser une cocotte-minute et une toile cirée. Cette jeune femme, c'était ma

grand-mère, j'ai presque l'âge qu'elle avait alors, impossible de ne pas reconnaître que la situation des femmes, en deux générations a subi des changements radicaux.

Mais les femmes subissent encore de nombreuses discriminations. Changer les mentalités prend du temps, dira-t-on. Faudra-t-il attendre

50 autres années pour qu'il n'y ait plus une femme tuée par son conjoint, tous les 3 jours ? Il faudrait peut-être attendre les prochaines générations ?

« Être une femme et jeune en 2007 : comment grandir sans être discriminée ? »

Mais les jeunes femmes font aussi face à des discriminations, et intègrent

encore l'idée d'une inégalité. Un exemple ? Si les filles réussissent mieux à l'école, paradoxalement, elles se retrouvent dans les filières moins valorisées. Pourquoi ? Le choix de l'orientation est pourtant généralement laissé en dernier lieu à l'élève. C'est en fait le résultat de préjugés collectifs inconsciemment assimilés. L'égalité n'est pas totalement entrée dans les mentalités, même chez les jeunes.

L'évolution des mentalités ne se

fera pas naturellement. Les propositions formulées Marie-George BUFFET me parlent, répondent à ce que



j'attends d'une candidate qui veut changer la société. Il est notamment nécessaire de permettre aux jeunes

filles de grandir sans être discriminées et de leur permettre d'accéder à toutes les études. Il s'agit aussi de garantir aux femmes l'égalité du salaire pour le même travail accompli par un homme : à travail égal, salaire égal ! Il faut enfin donner aux femmes l'égalité d'accès aux responsabilités dans toute la société. C'est en mettant en place des lois contre toutes les violences qu'elles soient physiques ou sociales que nous parviendrons à gagner ces batailles.